

PAKISTAN

Cinq soldats tués par l'explosion d'une bombe

Un attentat à la bombe a tué cinq soldats pakistanais et en a blessé 19 autres, hier, dans une région tribale du nord-ouest du Pakistan, près de la frontière avec l'Afghanistan, ont annoncé les autorités.

L'attentat s'est produit dans la zone de Boya située dans le Waziristan du Nord, un fief de militants liés aux talibans et à Al-Qaïda.

«Au moins cinq soldats ont été tués et 19 autres ont été blessés dans une explosion provoquée par un engin explosif artisanal», a déclaré à l'AFP un haut responsable de la sécurité.

Il a précisé que la bombe a explosé au passage d'un convoi d'une vingtaine de véhicules transportant des soldats de l'armée régulière ainsi que des membres du Frontier Corps (paramilitaires), qui se dirigeait vers Miranshah, la principale ville du Waziristan du Nord. Le bilan a été confirmé par un autre responsable de la sécurité.

Des milliers de civils et de membres des forces de sécurité ont péri depuis 2007 au Pakistan dans les attentats commis par les talibans alliés à Al-Qaïda ou par des groupes liés à ces insurgés islamistes. Les forces de l'ordre combattent depuis des années les insurgés de ces zones tribales, considérées également par Washington comme étant le repaire principal des talibans et combattants d'Al-Qaïda qui fomentent des attentats contre les pays occidentaux et l'Afghanistan.

Les drones américains ciblent fréquemment la région du Waziristan du Nord. Au moins quatre insurgés ont été tués samedi dans une attaque de drone américain dans cette région.



La bombe a explosé au passage d'un convoi.

Photo : DR

TURQUIE

Le parc Gezi fermé à une manifestation pour la paix

La police turque a bloqué hier les accès au parc Gezi d'Istanbul, épicentre en juin d'un vaste mouvement de contestation antigouvernementale, pour empêcher la tenue d'une manifestation célébrant la journée mondiale de la paix.

Des unités antiémeutes de la police ont repoussé avec leurs boucliers, mais sans faire usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau, environ un millier de manifestants, qui se sont repliés sur l'avenue Istiklal, proche du parc, pour constituer une chaîne humaine, a constaté un photographe de l'AFP.

«Etats-Unis, assassins, hors de Syrie», ont scandé les manifestants, opposés au projet américain d'intervention militaire contre le régime syrien, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre son peuple.

La Turquie, frontalière de la Syrie, soutient l'idée de frappes dans ce pays.

Des chaînes humaines se sont également constituées dans plusieurs autres quartiers de la ville à l'instigation des forums de discussion nés dans le sillage du mouvement social du parc Gezi, appelant tous les habitants d'Istanbul à «se donner la main pour un monde libre et en paix». Tard samedi, la police a dispersé à l'aide de grenades lacrymogènes et de canons à eau un groupe de manifestants contre la guerre à Ankara, a rapporté la chaîne d'information NTV.

Parti en juin dernier de la volonté de sauver les arbres du parc Gezi menacé par un projet d'urbanisme porté par le gouvernement islamo-conservateur du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, le mouve-

ment s'est mué en une contestation à travers le pays contre le pouvoir en place. Au cours de ces manifestations, cinq personnes sont mortes et près de 8 000 ont été blessées, selon l'Union des médecins de Turquie. A Antakya (sud), une ville proche de la frontière syrienne où vit une importante communauté appartenant à la même confession alaouite que le président syrien Bachar al-Assad, quelque 2 000 personnes ont par ailleurs exprimé hier leur opposition à une intervention internationale contre le régime de Damas, et pour certains leur soutien à M. Assad.

«Non à la guerre, résiste, Syrie», «salutations au peuple syrien qui ne plie pas l'échine face à l'impérialisme», ont clamé les manifestants, dont certains portaient des portraits du président syrien, a consta-

té un photographe de l'AFP.

20 000 à 30 000 personnes ont également manifesté à Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien, à la population en majorité kurde, pour appeler le gouvernement à relancer le processus de paix en cours avec la rébellion kurde en annonçant des réformes, selon un correspondant de l'AFP sur place.

«La langue maternelle est un droit, elle n'est pas négociable», pouvait-on lire sur les affiches disposées sur l'esplanade du rassemblement, faisant référence à la revendication d'un enseignement public en langue kurde.

Les manifestants ont aussi salué le combat des Kurdes de Syrie et appelé la Turquie à ouvrir ses frontières avec les zones tenues par les Kurdes syriens pour leur faire parvenir de l'aide humanitaire.

De nombreux portraits d'Abdullah Öcalan, le chef emprisonné des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui négocie depuis la fin 2012 avec les autorités turques pour mettre fin au conflit qui ensanglante la Turquie depuis 1984.

SOUDAN

Le président Kiir attendu demain à Khartoum

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, est attendu demain à Khartoum où il va discuter avec son homologue Omar al-Bachir de «toutes les questions communes», ont annoncé les deux pays.

«Je peux confirmer qu'il arrivera mardi», a déclaré l'attaché de presse du président al-Bachir, Emad Sayed Ahmed, cité par l'AFP. Un diplomate sud-soudanais a également confirmé la rencontre de demain mardi. Les deux prési-

dents vont discuter de «toutes les questions communes», a ajouté M. Ahmed, sans plus de précisions. Le Soudan, qui accuse le Soudan du Sud de soutenir les rebelles, menace en représailles d'interrompre le transport de brut, produit à

75% dans le Sud mais qui transite par les infrastructures contrôlées par Khartoum. Malgré la menace, le pétrole a continué à transiter des champs du sud au terminal d'export sur la mer Rouge, et l'ultimatum, qui expire le 6 septembre, a déjà été repoussé deux fois. L'Union africaine avait en effet demandé de prolonger ce délai, afin d'enquêter sur les allégations des deux

camps, qui s'accusent mutuellement de soutenir les rebelles de part et d'autre de la frontière. Les deux présidents se sont déjà rencontrés lors d'un sommet à Juba – la capitale du Sud – en avril dernier, avant l'annonce de l'ultimatum.

En juin, le Soudan avait annoncé qu'il gelait neuf accords économiques et de sécurité avec le Soudan du Sud.

SÉNÉGAL

Le Premier ministre Abdoul Mbaye remercié

Le président sénégalais Macky Sall a mis fin hier aux fonctions de son Premier ministre Abdoul Mbaye, en poste depuis avril 2012, ainsi que son gouvernement, a annoncé la présidence dans un communiqué, sans fournir plus de détails.

Le président Sall «a mis fin aux fonctions de M. le Premier ministre Abdoul Mbaye et de son gouvernement, ce dimanche 1^{er} septembre 2013», a déclaré dans ce communiqué

le porte-parole de la présidence, Abou Abel Thiam.

Le chef de l'Etat remercie M. Mbaye «et l'ensemble du gouvernement pour le travail accompli depuis leur nomination intervenue le 2 avril 2012. Un Premier ministre sera nommé dans les prochaines heures», a conclu M. Thiam, sans plus de détails.

Abdoul Mbaye, 60 ans, a été le premier chef de gouvernement de l'ère post-Abdoulaye Wade. Celui-ci avait dirigé le

Sénégal douze ans (2000-2012) et avait été battu au second tour de l'élection présidentielle en mars 2012 par Macky Sall.

Après sa nomination, Abdoul Mbaye avait formé un gouvernement de 25 membres, équipe restreinte par rapport à la précédente qui en comptait plus de 40.

Dans l'équipe limogée hier, figuraient le chanteur Youssou Ndour, initialement chargé de la Culture et du Tourisme, puis

seulement du Tourisme à la faveur d'un réaménagement, ainsi que le célèbre écologiste sénégalais d'origine libanaise, Ali Haidar, réputé pour son combat en faveur de l'environnement marin et des forêts et à qui avait été confié le portefeuille de l'Ecologie et de la Protection de la nature.

Les proches du président Sall y occupaient également d'importants ministères, dont celui de la Justice géré par M^{me} Aminata Touré.

Un séisme de magnitude 6,5 secoue l'est de l'Indonésie

Un séisme de magnitude 6,5 a secoué hier l'est de l'archipel indonésien sans faire de victimes ni de dégâts, a annoncé l'institut américain de géophysique (USGS).

L'épicentre du séisme a été situé dans les eaux des îles de Barat Daya (province de Maluku), à 411 kilomètres à l'est d'Atambua et 425 kilomètres au sud d'Ambon, à une profondeur de 132 kilomètres, a précisé l'USGS. «Il n'y a ni dégâts ni victimes», a indiqué à la presse Amin Bin Tongke, responsable des services de secours de la province de Maluku.

«Le séisme a eu lieu dans une région très reculée, près d'un groupe d'îlots très peu peuplés, loin des zones urbanisées», a-t-il souligné. Le centre anti-tsunami dans le Pacifique n'a pas émis d'alerte. L'Indonésie est située sur l'«anneau de feu» où entrent fréquemment en collision les plaques tectoniques, ce qui provoque régulièrement des tremblements de terre ou des éruptions volcaniques.